

REVUE DE PRESSE



«C'était ambitieux, mais réalisable»

Alors que l'organisation du Klima-Biergerrot est pointée du doigt, les agences mandatées pour encadrer cette assemblée citoyenne livrent les défis auxquels elles ont dû faire face.

De notre journaliste
Christelle Brucker

L'annonce-surprise d'un «Bureau du citoyen pour le climat» par le Premier ministre, en octobre 2021 lors du discours sur l'état de la Nation, a pris tout le monde de court.

Dans la foulée, un cahier des charges est établi par le ministère d'État, avec un calendrier ultraprécis : tout le processus doit être bouclé en six mois, pour un débat à la Chambre des députés en juillet 2022. Un objectif peu réaliste de l'avis de ceux qui connaissent bien ces assemblées citoyennes (*lire ci-contre*). Résultat : seuls deux prestataires répondent à l'appel d'offres, selon nos informations.

C'est ainsi qu'en décembre, Oxygen, une agence luxembourgeoise spécialisée en relations publiques, décroche le marché,

avec la lourde tâche de lancer le Klima-Biergerrot (KBR) un mois plus tard. «On a vite compris que l'envergure du projet demandait un partenariat», confie Philippe Beck, administrateur et consultant d'Oxygen, qui choisit de s'associer à Pétillances, une agence ayant déjà mené ce type de consultation en entreprise. «Le calendrier nous a été imposé. C'était ambitieux, mais réalisable», juge-t-il.

Dans leur mission, les organisateurs sont appuyés par un «comité d'accompagnement» composé d'une dizaine d'experts reconnus. Or ce groupe, constitué par Raphaël Kies de l'université du Luxembourg, n'a été mis sur pied qu'une fois le KBR sur les rails : une erreur stratégique pour certains observateurs. «On n'aurait pas pu faire autrement», justifie le chercheur. «Entre le discours du Premier ministre et le développement du processus, il n'y avait ab-

solument pas le temps de mettre en place un comité scientifique», raconte-t-il.

«On aurait sorti notre carton rouge»

Face aux critiques, l'universitaire tempère : «Nous sommes là pour accompagner un processus existant et l'évaluer afin de le rendre le plus efficace possible». Conscient que le Luxembourg a pris un chemin différent de ce qui se fait ailleurs, il souligne aussi qu'il n'y a «pas de bonne solution» en matière de participation citoyenne et que le cas luxembourgeois est «peut-être même plus intéressant».

Parmi les recommandations du comité aux organisateurs figure l'amélioration de la communication à destination du grand public. Un conseil qui n'a pas été suivi, surtout par manque de temps, reconnaît Philippe Beck : «On au-

rait pu partager sur les réseaux sociaux les visites ou les débats avec les experts, mais on était fortement occupés avec l'organisation, l'encadrement et la méthodologie», explique-t-il. «La priorité a été donnée au travail en interne.»

Tom Girardin, à la tête de Pétillances, ajoute que «certains participants auraient souhaité davantage d'ouverture au public», mais que «ça n'a pas trouvé l'approbation d'une majorité de membres».

Autre critique récurrente, l'intervention de nombreux experts issus de ministères, suscitant des interrogations chez certains participants. Mais le comité d'accompagnement dément tout conflit d'intérêts : «Notre rôle est de nous assurer que la politique n'intervient pas. Si tel avait été le cas, on aurait sorti notre carton rouge», assure Raphaël Kies.

La visite du chef de cabinet du Premier ministre au KBR (*lire notre*

édition du 15 juin) était, quant à elle, «importante pour expliquer aux citoyens que les travaux pouvaient être prolongés», selon Tom Girardin, et pour leur «présenter les options sous différentes facettes», l'échéancier politique en faisant partie. Quant à la relecture des propositions finales par une personne du ministère de l'Environnement, l'organisation insiste sur le fait que ce point a été voté par le KBR.

Si le peu de temps imparti pèse sur le Klima-Biergerrot, les organisateurs ont aussi été confrontés au défi de la cohésion : «Accommoder une pluralité d'opinions autour d'un même sujet n'est pas simple», relève Philippe Beck, ajoutant que les échanges ont été «qualitatifs» et que «chacun a appris beaucoup au fil des cycles thématiques».

Le KBR rendra son rapport final cet automne, tandis que le débat prévu à la Chambre est reporté de juillet à octobre.



Face aux critiques, l'organisation rappelle que le Klima-Biergerrot reste souverain, les décisions étant soumises au vote.

«Une conception trop précipitée», d'après un expert

Un expert international en participation citoyenne a accepté de livrer son analyse du Klima-Biergerrot, sous couvert d'anonymat, car il fait partie du comité d'accompagnement. Sa première certitude est que le calendrier prévu au cahier des charges était bien trop serré : «Le processus luxembourgeois a souffert d'une commande et d'une conception trop précipitées. Le temps a manqué pour tirer parti d'autres expériences», souligne-t-il. Par ailleurs, «le comité d'accompagnement a été mis en place tardivement, alors que ces structures de gouvernance fonctionnent normalement dès le début».

Autre point problématique selon lui, le peu de temps accordé à chaque sujet : «Un seul week-end par thème, c'est trop limité pour apprendre, délibérer et formuler des recommandations.» Ce que les organisateurs ont reconnu, en proposant de prolonger les travaux de quelques mois. L'expert cite enfin le manque d'informations publiées sur le site, insistant sur l'importance de fournir des détails sur l'activité du KBR : «C'est vraiment important pour la transparence et la légitimité, et cela suscite aussi l'intérêt du grand public. D'autant que les participants sont très motivés», constate-t-il.

L'Horesca souffle ses 50 bougies

Mieux vaut tard que jamais. La Fédération nationale des hôteliers, restaurateurs et cafetiers du Grand-Duché (Horesca) vient de fêter ses 50 ans en présence du Grand-Duc Henri, de membres du gouvernement et élus locaux. Cette cinquantième bougie aurait dû être soufflée en 2020, la fédération ayant été créée en septembre 1970. Pandémie oblige, dont le secteur de l'horeca a beaucoup souffert, il a fallu reporter l'événement à cette année. L'occasion de réaffirmer l'importance de l'Horesca au Luxembourg, qui représente près de 3 000 entreprises employant plus de 20 000 salariés. Selon les chiffres officiels, le secteur réalise plus de 6 % du produit intérieur brut et même si les entreprises se relèvent doucement d'une crise sanitaire difficile, la fédération affiche sa confiance en l'avenir. En attendant, l'on peut jeter un petit coup d'œil dans le rétro grâce à la publication d'un livre sur l'histoire de la fédération et de l'hôtellerie-restauration du pays. Sur une centaine de pages, on retrouve les moments marquants de ce demi-siècle d'existence ainsi que de nombreuses anecdotes. L'ouvrage, qui a été envoyé à toutes les entreprises du secteur Horeca, peut être téléchargé sur le site de la fédération : www.horesca.lu.



Un anniversaire célébré en grande pompe.

Un tabac depuis 175 ans

Heintz van Landewyck, qui fête ses 175 ans cette année, a inauguré hier son nouveau site de production à Fridhaff.

Inaugurée hier, l'usine de cigaretttes avait partiellement démarré ses activités il y a trois ans. Aujourd'hui, plus de 300 personnes travaillent sur le site qui s'étend sur 62 000 m², dont 33 000 occupés par le bâtiment de production. L'an dernier, l'usine sise dans la zone industrielle «ZANO Fridhaff» (Erpeldange-sur-Sûre) a produit plus de 7 milliards de cigarettes pour environ 25 pays. La saga de cette entreprise familiale, étroitement liée à l'histoire du Grand-Duché, débute en 1847. En pleine crise économique, Jean-Pierre Heintz, époux de Joséphine van Landewyck, devient à l'âge de 26 ans le dixième fabricant de tabac de la capitale.

Les successeurs de Jean-Pierre Heintz ont ensuite adapté l'entreprise aux défis économiques, sociaux et politiques de leur époque, diversifiant les produits, les marchés et les partenariats industriels. À commencer par son fils, Jos Heintz. En 1895, il réussit à créer un site industriel à Hollerich équipé de machines performantes. En installant son usine en dehors de la ville de Luxembourg, il a pu disposer pendant plus d'un siècle d'une surface suffisante pour développer le site et



Heintz van Landewyck est devenu un groupe international qui emploie 1 600 personnes.

les activités. Heintz van Landewyck est devenu au fil du temps un groupe international, qui s'est développé de manière conséquente et emploie 1 600 personnes au total. Après la chute du mur de Berlin, par exemple, Heintz van Landewyck s'est installé en Hongrie dans les années 1990. En 2010, Landewyck Group a racheté Lyfra et a étendu ses activités de grossiste en Belgique. Aujourd'hui, Lyfra est le deuxième grossiste le plus important du pays dans les secteurs du tabac, de la confiserie,

des boissons et des cartes d'achat. La branche la plus récente de Landewyck Group, Landimmo Real Estate, reflète une volonté de diversification sur plusieurs générations. Les sites sur lesquels le groupe est actif depuis plus de 120 ans restent dans le portefeuille de Landewyck et sont progressivement développés en nouveaux quartiers urbains.

Des portes ouvertes de l'usine de Fridhaff sont prévues ce samedi, de 10 h à 18 h, avec animations, restauration et boissons.